

AR O H I P E L

Journal du Forum Civique Européen



Sans Sans papiers, pas de tomates. Photo: Fondation Open Society

AZB 4001 Baie
Forum Civique Européen, 4001 Baie
Post CH AG

ITALIE/MIGRATIONS

Les tribulations d'un sans papiers

En Italie, avec la loi d'amnistie, la *sanatoria* (voir encadré), le système juridique renonce à poursuivre les responsables d'actes illégaux ou normalise les situations précaires ou irrégulières. Pour les travailleur·euses immigré·es en situation irrégulière, l'objectif est de régulariser et d'encourager les travailleur·euses étranger·es illégaux sans permis de séjour à sortir de l'ombre.

La demande de régularisation a été présentée pour un peu plus de 200.000 travailleur·euses, provenant principalement du Bangladesh, d'Albanie, d'Ukraine et du Maroc. Mais le point considéré comme le plus critique est que c'est l'employeur qui doit demander la régularisation.

Dans un secteur tel que l'agriculture, qui est encore souvent régi par le *caporalato**, cette exigence ne peut que limiter le nombre de personnes sans papiers bénéficiaires. Et il en résulte que beaucoup des demandeur·euses ne travaillent pas du tout en Italie, mais paient des sommes exorbitantes à un intermédiaire afin d'être déclaré·es comme salarié·es d'un employeur ayant un revenu suffisant pour les employer. Notre ami S. tente d'obtenir un statut légal en Europe via la *sanatoria*. Je me suis rendu avec lui en Italie, voici les différentes péripéties que nous avons traversées.

Première étape, Vintimille-Aversa

Nous arrivons à Vintimille le vendredi: S. a besoin d'une preuve de présence en Italie de la part de Caritas – une association catholique qui distribue des repas aux personnes

sans-abri. Un Soudanais rencontré dans la rue nous accompagne. Une fois arrivés, une quinzaine de migrant·es allongé·es devant le bâtiment nous apprennent que c'est fermé pour le week-end. Iels dormiront dehors alors que les températures sont descendues en dessous de zéro et n'auront pas accès à la distribution des repas avant lundi. Tant pis, on va se débrouiller autrement. Nous nous dirigeons alors vers la ville d'Aversa, dans la municipalité de Caserte, en Campanie. C'est là que S. vivait, avant de venir en France, dans un petit logement avec Aziz, Samir et un autre ami.

Dans la voiture, nous recevons plusieurs appels de Samir; il est très inquiet à propos du fait que venant de l'Ouest, je ne sois pas à l'aise en raison de l'état du logement. Lorsque nous sommes arrivés, nous avons compris ses inquiétudes. S. se souvenait d'un problème de moisissure, il s'est aggravé depuis et les murs sont presque complètement noirs du sol au plafond. Lorsque nous nous sommes réveillés le matin, nos vêtements et nos lits étaient trempés et sentaient la moisissure. Aziz nous dit qu'il a finalement trouvé un nouvel endroit et qu'il va déménager dans quelques jours.

Le propriétaire a déjà trouvé une personne sans papiers prête à louer l'appartement et à repeindre les murs lui-même. Aziz nous dit qu'ils avaient changé les serrures de la porte d'entrée depuis que le propriétaire avait fait irruption à 5 heures du matin en criant «*soldi, soldi*» (argent, argent), bien que le loyer ait toujours été payé à temps. Cependant, lorsque S. a demandé si nous devions fermer à clé en quittant les lieux, ses amis lui ont répondu: «*Pourquoi verrouiller? Il n'y a rien à voler ici.*»

Dans le lit à côté du mien, il y avait un homme de cinquante ans, originaire du Maroc, qui a été renversé par une voiture à Naples et dont la jambe a été amputée. Les chirurgiens qui l'ont opéré avaient oublié du tissu dans sa jambe, ce qui avait ensuite provoqué une infection générale. Bien qu'il soit en règle en Italie, ça fait trois ans qu'il se bat avec l'administration pour recevoir des allocations d'invalidité. Aziz avait remarqué l'homme qui dormait dans la gare de Naples et l'avait invité chez lui. Aziz se rend une fois par an en Italie pour gagner un peu d'argent pour sa famille au Maroc.

Deuxième étape, Battipaglia

Nous nous rendons ensuite à Battipaglia, dans la province de Salernes en Campanie. Nous espérons rencontrer l'intermédiaire devant sa petite épicerie.

Après à peine deux ans, S. a obtenu un rendez-vous à la préfecture de Salernes et veut s'assurer que tous les documents nécessaires sont prêts. Nous avons de la chance, l'inter-

médiaire est là. S. me dit que de nombreux sans papiers attendent plusieurs jours ici avant de le rencontrer. S. a déjà donné 4000€ à l'intermédiaire pour s'occuper de sa *sanatoria*. Cependant il veut encore être payé pour le certificat de conformité du logement. Il nous assure que tout est prêt. Mais nous ne lui faisons pas confiance et nous passons le reste de la journée devant l'épicerie à échanger avec d'autres sans papiers qui dépendent du même intermédiaire.

Nous allons à Battipaglia chez Saïd, un ami de S. Il vit avec Mohamed, Ahmed et Abdul dans 18m². L'endroit est la moitié d'un garage aménagé au fond d'un HLM et rien n'est aux normes. Le loyer est d'environ 400 € et ils ont de la chance car beaucoup de gens qui travaillent autour de Battipaglia vivent loin de la ville ou dorment dans des tentes pendant l'été. Saïd nous parle d'un ami à lui qui vit en Italie depuis 20 ans, a des enfants et la nationalité italienne et qui pourtant travaille encore pour 30 euros par jour dans l'agriculture. Pourquoi? Il nous explique que son ami vit dans un appartement décent qui appartient à son employeur et qu'il a peur de le perdre parce qu'il est impossible de trouver quelqu'un de prêt à louer un tel appartement à une famille marocaine. S. veut rencontrer son employeur pour s'assurer qu'il va être présent à la préfecture le jour de leur rendez-vous. Nous y allons avec l'intermédiaire. Là, l'employeur demande 1000€. Il explique que 300 € sont pour le comptable qui va préparer le contrat et que 700€ sont les charges qu'il doit payer à l'État.

Nous rentrons à la maison. Heureusement pour nous, le Ramadan vient de commencer car nous n'avons plus beaucoup d'argent pour acheter à manger. Pour les amis de S., cela signifie aussi travailler huit heures au soleil ou dans la serre sans boire ni manger. Saïd, Mohamed et Ahmed se réveillent à 4 h du matin pour manger un petit peu, se préparer et partir travailler vers 5h; ils rentrent vers 14 heures. Puis ils passent l'après-midi à dormir ou sur leur smartphone. S. appelle ça un état dépressif actif, c'est-à-dire que les gens sont actifs et travaillent la plupart du temps mais après, ne savent pas quoi faire. Ils ont très peu d'argent pour sortir (une partie de leur salaire est envoyé à la famille, le reste est utilisé pour la nourriture, le transport au travail et le loyer), il n'y a pas d'endroit proche où ils peuvent rencontrer d'autres personnes sans papiers, ils sont aliénés par la société et choqués par le racisme d'État (par exemple, deux ans pour un rendez-vous à la préfecture).

Chaque soir, ensemble, nous préparons le dîner qui est servi dans un seul plat et partagé. C'est un moment où chacun s'ouvre un peu et partage les histoires de la journée. Ahmed est maraîcher. Il nous raconte qu'il a une famille au Maroc et qu'à Battipaglia, il a un permis de séjour et un contrat régulier. Selon ce contrat, il gagne 53€ par jour et a droit à des congés annuels et maladie payés. En réalité, son employeur ne lui verse que 30 € par jour et les congés payés sont inexistantes. Il aimerait bien nous rendre visite en France. Saïd est l'expert

des kiwis. Il me dit qu'il ne sait pas comment il s'est retrouvé dans sa condition actuelle. Au Maroc, il était chauffeur de camion. Il avait une belle maison, aimait bien son travail et n'avait pas de problèmes d'argent. Il partait souvent en randonnée avec ses amis. Il me montre de nombreuses photos de ses sorties. Il me dit que quand tu es au pays et qu'un ami t'appelle, tu ne vas pas le croire s'il te dit qu'en Europe, c'est difficile. Saïd espère obtenir son permis de séjour cet été et trouver du travail comme chauffeur de camion et pouvoir amener sa famille en Italie.

Mohamed ne parle pas du tout et mange séparément. Un soir, il nous a demandé en colère de faire moins de bruit car il voulait dormir. Le lendemain, il s'excuse et nous explique que dans les serres où il travaille, il y a deux personnes, une à chaque extrémité de la ligne, qui vérifient qu'il ne prend même pas une minute de pause. Il nous dit qu'il fait régulièrement des cauchemars concernant la surveillance au travail et la possibilité de perdre son emploi.

Nous sommes repartis vers l'épicerie de l'intermédiaire. Cela doit être la sixième fois que nous y allons, nous avons maintenant passé plus de 72 heures en continu dans cet endroit, avec les attentes interminables pour des informations volontairement incomplètes fournies par l'intermédiaire. Il faut savoir que toute la documentation et la communication officielle de la préfecture sont envoyées par

PEC (courrier électronique certifié) à l'employeur et à son comptable. Le migrant ne reçoit que des photos partielles via WhatsApp des communications envoyées par l'intermédiaire. Nous nous rendons à la préfecture de Salernes où nous rencontrons Bilal et son intermédiaire. Bilal vient d'Algérie et il est sans papier. Il cherche un permis de séjour en Italie avec la *sanatoria* car il n'a pas trouvé d'autre solution en France, bien qu'il vive à Marseille depuis 15 ans, avec sa femme et ses deux enfants. Il a déjà versé 7000€ à son intermédiaire. S. et Bilal entrent à la préfecture pour leur rendez-vous.

En attendant devant la préfecture, je rencontre une avocate spécialisée dans la *sanatoria*. Elle me dit que parmi les personnes qui demandent la *sanatoria*, beaucoup ne travaillent pas illégalement dans l'agriculture ni n'habitent en Italie, mais que ça reste une des rares voies possibles pour obtenir un permis de séjour pour de nombreuses personnes sans papiers. Elle se propose de suivre le dossier de S. et nous enverra ensuite des copies de toute la correspondance. Ce serait pratiquement un rêve car nous pourrions nous occuper nous-mêmes de la plupart des formalités administratives, mais ce n'est pas une option réaliste: S. craint que l'employeur ne renonce à la *sanatoria* s'il apprenait l'implication d'une avocate. S. quitte la préfecture avec Bilal. Les deux sont énervés. L'employeur n'a pas apporté tous les documents exigés par la préfec-

Situation des travailleur-euses (avec ou sans papiers) dans le sud de l'Italie

Conditions de travail si on a la chance de trouver un emploi:

De 6 h à 14 h / 14 h 30 – travail sans pause dans les champs ou dans les serres, avec des températures moyennes estivales d'environ 30°C à l'extérieur.

Sous contrat (extrêmement rare): 53 euros / jour, couverture maladie, 28 jours de congés payés et jusqu'à 42 jours de congés maladie rétribués.

Au noir: environ 30 euros / jour, 27,50 si on déduit le prix du transport public pour se rendre au travail et en revenir. Aucun congé.

Sortir du travail au noir avec la *sanatoria*

Pour profiter de la *sanatoria*, le travailleur ou la travailleuse sans papier – qui souvent ne parle pas italien – s'adresse à un intermédiaire qui lui trouve un employeur disposant de revenus suffisants pour une embauche fictive. L'intermédiaire demande entre 4000 et 7000 euros pour ce "service" tout compris. En réalité, au fil du temps, la personne sans papier découvrira que tous les documents requis par la *sanatoria* restent encore à payer.

Les conditions requises pour bénéficier de la *sanatoria* (secteur agricole)

- Un contrat de travail en vigueur: l'employeur fait rédiger un contrat de travail sur mesure par son comptable. Coût approximatif: 300 euros. Cette somme est censée être prise en charge par l'employeur, mais est payée par la personne sans papier

- Une preuve de présence en Italie datant d'avant mars 2020 (date d'entrée en vigueur de l'amnistie): pour celles et ceux qui ne résident pas en Italie, ce certificat – souvent une faux certificat d'hospitalisation par exemple – est proposé par l'intermédiaire/employeur pour la modique somme de 500 euros.

- Un certificat de conformité du logement: il faut prouver que la personne sans papier vit dans un logement dont la conformité a été établie par un ingénieur qualifié. Un ami de l'employeur/intermédiaire certifie que la personne vit dans sa propriété. Coût pour cette personne: environ 700 à 1000 euros et le certificat coûte environ 180 euros en timbres fiscaux. Rappelons que sans documents, il est presque impossible de louer un logement conforme.

- Une amende forfaitaire de 500 euros par travailleur-euse, à la charge des employeurs.

- Une amende de 300 euros par mois de travail illégal: les employeurs sont censés payer cette amende sur les périodes de travail antérieures régularisées. Sur cette somme, un tiers ira aux impôts et deux tiers à l'INPS (Institut National de Prévoyance Sociale), qui à leur tour seront divisés en cotisations et une autre partie des salaires reversés aux travailleur-euses.

L'amende est en fait payée par le/la travailleur-euse sans papier.

Archipel
Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Dorfstr. 68
D-17159 Stubbendorf
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1848,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Peremogi 70
UKR-90440 Nijne Selischche,
Tel: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

ture et il doit y retourner dans un mois. Nous partons démoralisés. Il reste maintenant la dernière étape, celle du retour en France. Si la police française nous arrête, toute la procédure de S. sera annulée et tout l'argent dépensé partira en fumée.

Nous sommes très contents de rentrer chez nous. Et S. repartira bientôt pour Salernes... M. et S.

* En Italie, *caporalato* est le mot idiomatique désignant l'intermédiation illégale entre les entreprises et les travailleurs-euses.

UKRAINE / TRANSCARPATIE

Rire pour ne pas pleurer

Des sons de piano emplissent la maison. Dans une petite chambre, Ilja, un célèbre pianiste de jazz ukrainien, improvise plusieurs heures par jour, quand il ne cuisine pas. Il a quitté Kyiv avec sa mère, sa sœur, réalisatrice de documentaires, et ses deux enfants le 26 février, lorsque les bombardements se sont rapprochés. Sa mère ne pouvait pas descendre du 7e étage à l'abri en 15 minutes lors des alertes anti-aériennes.

Sergueï a lui aussi quitté Kyiv dès le début de la guerre. Sa maison se trouve à seulement 2 km de la base militaire où les premiers missiles ont frappé, le 24 février à 5 heures du matin. Sa femme et ses enfants ont fui en Allemagne et ont trouvé refuge à Dortmund, chez un ami du Kazakhstan qui leur est d'une grande aide grâce à ses connaissances en russe. Sergueï est propriétaire d'un café et d'une boulangerie où travaillent des personnes handicapées. De sa voix douce, il m'explique que, sans famille, il a les mains libres pour organiser des transports d'aide dans l'est du pays. Ici, à Zeleny Hay, un hameau idyllique dans les contreforts sud des Carpates ukrainiennes, la vie est paisible. On rit volontiers, je suis étonnée: en pleine guerre? Puis je remarque à quel point l'ambiance est tendue, comment toutes et tous suivent en permanence les nouvelles de la guerre sur leur smartphone. Avec de petites blagues, iels essaient de détendre la tension. Quand la plupart des jeunes ne suivent pas les cours en ligne, iels dessinent, jouent au ping-pong, s'entraînent au skateboard sur la surface bétonnée entre les porcheries ou aident avec zèle dans le jardin. Iels aident là où iels peuvent, sont reconnaissant-es de pouvoir être ici.

Rester jusqu'à la fin du cauchemar

Un printemps ensoleillé et magnifique: entre les forêts de hêtres dont les feuilles vert tendre viennent d'éclorre et les prés avec des arbres fruitiers en fleurs, deux familles de Longo maï vivent dans leurs fermes – des espaces de rencontre ouverts. Dès le début de la guerre d'agression russe, iels ont reçu des appels téléphoniques d'amies: pouvons-nous venir chez vous, juste pour quelques jours, pour une durée indéterminée, jusqu'à ce que ce cauchemar soit terminé? Entre-temps, cela s'est transformé en mois. Chaque maison abrite désormais 20 personnes et plus, de nouvelles personnes arrivent chaque jour, d'autres partent.

«Nous aidons à la ferme autant que nous le pouvons. Olya a fait des études et est chimiste. Elle trie les médicaments et autres articles de premiers secours qui arrivent au dépôt de Khoust. Je n'ai que 16 ans et je suis en train de passer mon baccalauréat dans un lycée artistique, tout en ligne bien sûr. Mes parents sont restés à Kyiv, j'ai très peur pour eux. Je dessine beaucoup, cela me rassure. Ici, à la cam-

pagne, je me sens en sécurité. Mais ce qui se passe dans d'autres parties du pays m'inquiète beaucoup», me raconte Nika en nettoyant les fenêtres. Son frère aîné Jegor, militant d'une petite ONG ukrainienne de défense des forêts, travaille depuis plusieurs années avec Longo maï dans la campagne de sauvetage du massif de Svydovets. Avec ses jeunes frères et sœurs, sa petite amie Olya et leurs parents, iels ont trouvé refuge ici.

Nolig, Sergueï et Marie reviennent d'une mission à Kyiv et à Zaporijjia, dans l'est du pays. Les troupes russes ont entre-temps quitté Kyiv, mais le front n'est qu'à 40 km de la capitale de la région de Zaporijjia, qui compte 800.000 habitant·es. Plus de 100.000 personnes déplacées sont déjà dans la ville et il n'y a aucune trace des organisations d'aide internationales, raconte Marie. Le FCE a déjà acheminé 15 minibus en Ukraine, avec lesquels des chauffeurs locaux apportent de l'aide dans les régions proches du front et évacuent les personnes qui s'y trouvent. La délégation a pris contact avec des initiatives locales qui distribuent gratuitement des repas chauds, de la nourriture et des produits d'hygiène personnelle aux personnes qui ont fui. Nous allons soutenir ces groupes. Le lendemain, nous nous rendons dans la petite ville voisine de Khoust. C'est là que l'entrepreneur italien Reinjo avait installé une usine de chaussures il y a 20 ans. Il met à la disposition du FCE un grand entrepôt pour l'aide humanitaire et met lui-même la main à la pâte. Toute la journée, nous, les locaux, les personnes déplacées et les volontaires internationaux, travaillons ensemble dans le hall, trions les médicaments et le matériel médical, assemblons 33 palettes de conserves de légumes, d'articles d'hygiène personnelle et de sacs de couchage, soit 20 tonnes au total, toutes données par des initiatives privées, principalement de Roumanie. Les palettes font 2.30 m de haut et sont chargées à l'aide d'un chariot élévateur sur le semi-remorque qui partira le lendemain pour Zaporijjia, à 1200 km de là. L'ambiance est bonne, tout le monde est content de pouvoir faire quelque chose d'utile.

Hébergement dans le village

Dans le village de Nijné Selichtché, qui compte 2000 habitants, 500 personnes se

sont enregistrées comme déplacées internes, mais le nombre réel est estimé à beaucoup plus. Certaines ont trouvé un logement privé, paient un loyer, d'autres non. L'école accueille 150 personnes, le jardin d'enfants 75, principalement des femmes et des enfants. Dans chaque pièce, 8 à 10 personnes dorment sur des matelas à même le sol. Une femme est assise sur une chaise d'enfant en bas âge et regarde son téléphone portable avec concentration. Elle s'excuse auprès de nous, elle doit donner des cours de mathématiques.

La fromagerie du village a été créée à l'initiative et avec le soutien de Longo maï et fêterait cette année son 20e anniversaire s'il n'y avait pas la guerre. Une grande partie du fromage est maintenant distribuée gratuitement aux personnes déplacées, c'est pourquoi le FCE soutient financièrement la fromagerie afin qu'elle puisse survivre et continuer à acheter le lait aux paysans locaux. Dans le restaurant attendant, ouvert il y a un an seulement et transformé en cantine dès le début de la guerre, jusqu'à 300 repas chauds sont distribués gratuitement chaque jour. Sous la direction d'une cuisinière, dix bénévoles – réfugiés et locaux – préparent les repas.

Tania, une amie de longue date, s'occupe de l'auberge de Longo maï dans le village. «Les combats se sont intensifiés dès le 17 février dans la région de Louhansk, avant même la guerre d'agression russe contre l'Ukraine. Des parents de Louhansk, dont les enfants avaient déjà passé leurs vacances dans notre auberge, m'ont appelée pour me demander d'accueillir les enfants. Dix-huit enfants et adolescent·es âgés de 8 à 17 ans ont entrepris ce long voyage sans être accompagné·es d'adultes et sont venu·es me voir. Au début, j'étais seule, les enfants étaient complètement excités de partir en vacances sans leurs parents. Très vite, des femmes du village m'ont aidée à encadrer la bande de sauvages».

Plus tard, les parents les ont rejoints et l'auberge a été complètement saturée pendant des semaines. Tania a alors loué des maisons et proposé aux familles de déménager. Quatre familles ont déjà profité de cette opportunité. Elle paie le loyer et les charges pendant deux mois, plus une somme de départ de 10.000 Hryvnias (300 €) et encourage les parents à chercher un emploi. Elle finance son travail avec des dons collectés par une amie ukrainienne en Angleterre.

Depuis le début de la guerre, les loyers ont doublé, voire triplé. Certaines familles ont trouvé un logement par leurs propres moyens, mais dans l'ensemble, le nombre de personnes déplacées dans le village a légèrement diminué. Certaines sont retournées dans leur village d'origine, car elles ne peuvent pas vivre éternellement sans gagner d'argent. Récemment, 10 femmes et 7 enfants ont pris le chemin de la Bulgarie, où elles ont trouvé du travail dans un atelier de couture. Nous les avons emmenées à la frontière roumaine, où des bénévoles roumains les ont prises en charge dans leur langue maternelle et les ont guidées jusqu'à la gare routière. La plupart d'entre elles ne parlent pas anglais et ne sont jamais allées à l'étranger.

Des perspectives à la campagne

Avec le début de la guerre, certaines familles ukrainiennes du village ont profité des conditions plus faciles pour émigrer, car le mari

Solidarité par le bas

Sergueï fait partie de la diversité de gens que l'on peut rencontrer, dans l'une ou l'autre des deux maisons de la coopérative de Longo maï¹ en Ukraine. Cet entretien est un bricolage fait à partir des discussions que nous avons eues durant deux voyages réalisés ensemble. D'abord la livraison d'une ambulance à un bataillon de paramédics à Kyiv puis la livraison de matériel et de nourriture à Zaporijjia. Étant donné le large manque de maîtrise de l'anglais qui fut, en dehors de la communication non verbale et des silences qui en disent long, notre seul moyen de communiquer, il se peut que tout ce qui est écrit là soit totalement faux et que l'amitié qui est née de ces moments partagés soit un pur malentendu.

Comment est-tu arrivé à la ferme de Longo maï en Ukraine?

Je connais Vladimir qui possède un hôtel dans le parc de Svydovets depuis longtemps, et il connaît Longo maï par le biais du mouvement *Free Svydovets*². Je suis arrivé pour la première fois à la ferme 7 jours après le début de l'invasion Russe, c'était pour faire passer la frontière à ma famille. Ensuite on m'a demandé si je pouvais aider, notamment pour les transferts de réfugiés.

Où sont les autres membres de ta famille?

À Dortmund en Allemagne. Ma femme voulait partir avant le début de l'attaque car elle était sûre que ça craignait mais je n'y croyais pas [comme la plupart des Ukrainien·nes rencontrés NDLR]. Quand l'invasion a commencé, nous avons décidé de ne pas partir dans la panique en même temps que des millions de personnes. Donc ma femme, nos deux enfants, Léa et Lukas, sont chez des amis là-bas [à Dortmund] maintenant.

Pour l'instant, je pense que la guerre va continuer et ça m'étonnerait qu'il soit possible qu'ils reviennent avant l'année prochaine, début 2023.

Qu'est-ce que tu avais comme activité avant la guerre?

En temps normal, j'ai plusieurs activités. Je suis consultant dans la promotion immobilière, j'organise des séjours sportifs et je dirige une petite boulangerie industrielle solidaire d'une vingtaine d'employé·s, un café social et j'étais en cours d'ouverture de mon propre bar.

La boulangerie et le café social sont des pro-

jets sociaux à la base, mon ami et ex-colleague qui dirige *Zeelandia*³ (je ne travaille plus là-bas) a un fils trisomique et il a décidé de créer une dynamique qui permet l'intégration des personnes dans son cas. Dans la boulangerie comme dans le café social, l'idée est de leur donner l'occasion d'être confrontés à la vie en société pour éventuellement devenir autonomes par la suite.

La boulangerie s'appelle 21.3, 21 pour la trisomie vingt et un et 3 comme les trois étapes pour une intégration sociale: découverte/immersion/familiarisation dans un milieu mixte, intégration au travail et autonomie.

Que deviennent toutes ces activités depuis que l'invasion a commencé?

Mes activités de *consulting* et d'organisation de séjours sportifs sont à l'arrêt complet. Le café n'a pas eu le temps d'ouvrir mais j'ai décidé de le transformer, d'ici quelques jours, en point de distribution de denrées alimentaires et autres si besoin, de plats chauds gratuits et de lieu de partage et d'échange.

Pour la boulangerie, tous les travailleur·es sont bénévoles à part une cheffe dont la production dépend. Au début de la guerre, il n'y avait que 2/3 volontaires au lieu de 16 employé·es en temps normal et maintenant il y en a une dizaine. Beaucoup de gens veulent aider d'une manière ou d'une autre. Mon ami de *Zeelandia* essaie de trouver des fonds pour payer tout le monde, au moins partiellement. Actuellement, nous produisons 1300 pains de 400g deux fois par jour et des gâteaux. La distribution se fait essentiellement au café social avec de la soupe, 270 par jour, mais aussi aux *checkpoints*, et dans une clinique

travaillait déjà en Pologne ou en République tchèque. D'autre part, des personnes déplacées à l'intérieur du pays s'installent et envisagent sérieusement de rester, surtout si elles ont déjà été expulsées deux fois – par exemple de la région de Louhansk – et n'ont plus rien où retourner. Une dentiste a ouvert un cabinet provisoire, un menuisier souhaite installer son atelier dans le village.

Nous avons organisé l'apport de semences reproductibles afin de renforcer la petite agriculture et l'autonomie alimentaire dans les villages des Carpaties, où il faut désormais nourrir beaucoup plus de personnes. De nombreuses petites exploitations agricoles produisent pour l'autoconsommation, les excédents sont vendus sur les marchés locaux. Les exploitations familiales de moins de 5 hectares produisent des pommes de terre, du maïs, de la viande, des œufs, du lait, des légumes et des fruits, soit au total près de la moitié de la production agricole totale de l'Ukraine. Comme on le voit à nouveau aujourd'hui pendant la guerre, elles sont beaucoup moins exposées aux crises que les grandes exploitations qui occupent de grandes surfaces et qui produisent des céréales pour l'exportation, à grand renfort d'engrais chimiques et de pesticides.

À Nijné et dans les villages environnants, nous avons distribué 25 tonnes de semences de pommes de terre d'Autriche et de Roumanie à 500 familles. Nous avons également pu organiser en peu de temps la distribution de 4 tonnes de maïs bio d'Europe occidentale, semé ici à la main dans de petits champs pour l'autosuffisance en polenta. Dans l'Union européenne, même le maïs bio est presque exclusivement composé de variétés hybrides, c'est pourquoi il n'a pas été si facile de trouver cette quantité. Un moulin sera bientôt mis en place pour produire spécialement de la farine panifiable. Nous avons beaucoup d'idées sur la manière dont nous pourrions renforcer l'agriculture paysanne ici.

Bataillons de défense territoriale

A Khoust et dans quelques autres districts de Transcarpatie, les hommes qui se sont portés volontaires pour rejoindre les forces territoriales ont été enrôlés. Au petit matin, ils ont entamé un voyage de deux jours qui s'est terminé de manière inattendue dans la région de Donetsk, en pleine zone de guerre. Ils n'ont aucune formation militaire et n'ont aucune expérience du combat. Environ 80 femmes – mères, sœurs et épouses – se sont alors rendues spontanément à l'administration militaire à Khoust. Elles ont protesté bruyamment et exigé des explications. Les familles craignent que les jeunes hommes, sans expérience du combat, ne servent de chair à canon. Slavik, l'ami de Tania, fait partie du lot.

Ilja, le pianiste avec qui nous avons tant ri, est rentré à Kyiv avec un ami dont l'appartement a été détruit. Il veut voir ce qu'est devenu son groupe de 11 musiciens de Salsa. Le père d'Olya, un ingénieur qui fabrique des appareils de radiographie dans son entreprise, souhaite relancer l'activité à Lviv.

A Zeleny Hay, le calme est revenu. Dans les villages de Transcarpatie, les personnes déplacées qui souhaitent rester dans cette région épargnée par la guerre pourraient créer de nouvelles perspectives pour le pays.

Heike Schiebeck
FCE – Autriche



de Brovary. À la boulangerie, les riverain·es peuvent venir se servir à heures fixes.

Il y a d'autres points de distribution dans la ville comme à Druzy Christa, l'église évangéliste où nous sommes allé·es ensemble, mais je pense qu'il faut multiplier les points de distribution pour que ça soit accessible pour les gens qui ne peuvent pas forcément se déplacer facilement. Surtout en raison des *checkpoints*, du maintien partiel et aléatoire des transports en commun ainsi que des couvre-feux.

On ne sait pas de quoi demain sera fait mais pour l'instant, c'est calme à Kyiv même si ça bombarde au loin. Par contre, autour de Marioupol et du Donbass, beaucoup de gens sont dans le besoin et avec la possibilité de corridors d'évacuation, ça va augmenter. Avec l'aide de Longo maï, je pense qu'il serait intéressant de faire quelque chose là-bas sur le même modèle qu'ici mais il faut aller voir d'abord.

Je vois bien l'idée de l'aide et la solidarité mais concrètement ça coûte des sous tout ça, comment tu fais pour faire face aux charges alors que tout est distribué gratuitement? Déjà il faut savoir que pour moi, c'est impossible d'imaginer faire de l'argent pendant la guerre. Les gens sont dans le besoin et la question c'est comment aider quand on peut? Et pas comment faire du profit. L'entrepreneuriat, ça pourra reprendre après, en temps voulu.

Pour la boulangerie, je m'occupe de trouver de l'argent pour payer les charges de l'atelier mais mon ami qui est PDG de *Zeelandia* à Brovary fournit tous les ingrédients gratuitement, il se débrouille pour avoir des dons pour financer les pertes mais je ne m'occupe pas de ça donc je ne sais pas exactement comment ça fonctionne. Pour le reste, les travailleur·euses sont bénévoles comme je l'ai déjà dit. Le café social est aussi subventionné, des personnes s'occupent de trouver des fonds. Pour mon café j'utilise mes fonds personnels et quand je fais les allers-retours dans les Carpates et que j'emmène du monde aussi. Je fais jouer mes relations aussi pour avoir des dons en matériel et du soutien technique.

En fait, le gros secteur de dépense pour moi c'est l'essence et la voiture, le reste c'est presque rien, surtout que je suis toujours invité à manger ailleurs que chez moi. Je peux citer mon ami Andrei aussi, il est traiteur et actuellement il fournit 300 à 1000 repas par jour gra-

Depuis le 25 février, des membres du Forum Civique Européen se rendent dans les coopératives Longo maï de Nijné Selichtché en Transcarpatie (Ukraine occidentale) et à Hosman (en Roumanie, près de Sibiu) afin d'apporter leur aide dans cette situation difficile.

Les textes «*Solidarité par le bas*» et «*Opération Solidarité*» sont tirés du blog «*Ici Transcarpatie*»¹ réalisé par quelques ami·es qui ont décidé d'aller dans cette région encore épargnée de l'ouest de l'Ukraine pour apporter leur soutien. On peut y lire leurs chroniques aussi bien sur la solidarité au village que sur les rencontres qu'ils ont faites au fil de leurs déplacements.

Vous pouvez aussi lire et écouter des chroniques sur la guerre en Ukraine et les actions de solidarité dans lesquelles des membres du Forum Civique Européen sont engagé·es sur le site de Radio Zinzine², dans la colonne de gauche «*Événements*», où vous trouverez également des émissions spéciales réalisées sur le sujet. Il vous suffit de taper «*Ukraine*» dans le moteur de recherche.

1. <<https://icitranscarpatie.wordpress.com/2022/03/15/solidarite-en-transcarpatie/>>.
2. <radiozinzine.org>.

tuitement pour la police et la défense territoriale qui sont sur les *checkpoints*: les autorités locales lui fournissent les ingrédients et lui il travaille gratuitement.

Mais j'imagine qu'il a un contrat qui lui permettra par la suite de conserver cette clientèle-là non? Ça ne vous inquiète pas que, par la suite, des entreprises qui participent peu, voire pas du tout à l'effort de guerre comme vous le faites, récupèrent les marchés? Parce qu'on voit qu'il y a un gros effort de votre part et ça pourrait être normal qu'il y ait une forme de reconnaissance en temps voulu, non?

Non, il n'a qu'un contrat ponctuel, quand une situation normale reviendra, il y aura des appels d'offre pour ces marchés.

Et tu sais, c'est pas la première fois que le pays est en crise et on est habitué·es à l'idée qu'il faut parfois repartir de zéro ou presque. Peut-être qu'après la guerre, il y aura un genre de «plan Marshall», peut-être pas, peut-être qu'on en profitera un peu ou peut-être que ce sont des grosses multinationales qui empêcheront les aides et les marchés... Celles et ceux qui profitent de la guerre, c'est leur affaire; nous, on n'attend pas de reconnaissance, on sait pourquoi on le fait.

Que font les autorités locales ou l'État pour aider la population?

Comme tu as pu le voir, dans les églises évangélistes où nous sommes passé·es (à Khmel-

nytskyï et Kyiv) il y a beaucoup d'accueil de familles, de stockage et de distribution de nourriture et produits de première nécessité. Tu as vu aussi que tout le monde se moque bien de porter des masques et les normes ne sont évidemment pas respectées. On peut considérer que le fait que les autorités ne nous entravent pas, c'est déjà une forme de soutien.

À Brovary, des bénévoles ont organisé un lieu de stockage et de distribution dans la salle de sport. Et puis un jour, le maire a décidé de reprendre ça sous la direction de la mairie en communiquant sur le fait que c'était une de leurs initiatives... Il faut savoir que pour certain·es élu·es, c'est une opportunité facile pour demander des budgets additionnels. Dans un des villages où nous sommes allé·es ensemble par exemple, 80% des denrées gérées par la commune, personne ne sait où elles vont. Je préfère participer et organiser des réseaux à partir de connaissances déjà établies ou qui s'établissent de proche en proche, de personne de confiance en personne de confiance. Et puis ces réseaux-là, en cas de nouvelle crise, de nouveau problème, on peut se dire qu'ils seront de nouveau mobilisables. Mais à Kyiv le maire est plus progressiste et les réseaux de volontaires sont assez conséquents, ça a l'air de se passer différemment.

Tu penses que c'est quoi, la proportion d'aide qui est assumée par les citoyen·nes et celle assumée par les autorités locales?

Je peux parler uniquement pour le district de Brovary mais je dirais que l'aide et la solidarité sont assurées à 85% par les citoyen·nes. Le maire a mis beaucoup de temps à se réveiller, entre 10 et 12 jours avant de faire quoi que ce soit: tout le monde se demandait où il se cachait. Alors que les volontaires ont réagi très rapidement.

Pour ce qui est de l'État, je trouve que la réaction militaire a été plus qu'à la hauteur et que là-dessus Zelensky a été efficace. Pour ce qui est de l'aide et la solidarité, c'est le peuple qui a été très fort.

Est-ce que tu as pensé à t'engager dans l'armée, ou la défense territoriale?

J'y ai pensé mais je suis convaincu que je suis plus compétent à l'arrière qu'au combat, domaine dans lequel je n'ai aucune expérience. La boulangerie, le café, le café social sont utiles, d'ailleurs c'est officiellement considéré comme d'utilité publique dans le cadre de la guerre. Grâce à ça, j'ai une dispense de mobilisation. Cependant, j'ai quand même pris conscience après l'annexion de la Crimée et le début de la guerre dans le Donbass qu'il fallait prendre les choses au sérieux, j'ai donc décidé de faire une formation succincte autour des



Photo: Oleksandr Glyadyelov

savoir-faires paramédicaux dans le bataillon *Asap Rescue*⁴ et j'ai aussi fait une formation au maniement des armes à feu pendant six mois (un à deux jours par semaine) dans un organisme privé. Bref, prendre les armes, je suis prêt à le faire mais ça voudrait dire que la guerre s'est généralisée et même si je m'engage, je ferai en sorte d'être ambulancier.

Operation Solidarity

Le texte qui suit est composé d'extraits d'un entretien avec Sergueï, membre d'Operation Solidarity¹, réalisé le 8 avril 2022 à Kyiv par Marie et Nolig², venu es renforcer l'équipe au village, puis livrer du matériel médical, entre autres à Kyiv et Zaporijjia. Les membres d'Operation Solidarity se présentent sur leur site comme étant un «réseau de volontaires anti-autoritaires créé pendant la guerre pour contrer les attaques impérialistes contre l'Ukraine, conjointement avec les forces progressistes du pays».

Sergueï: Je sais bien que beaucoup de gens de gauche en Europe ne sont pas prêts à soutenir des actions militaires. J'aimerais beaucoup voir un mouvement antimilitariste puissant surgir après cette guerre car nous savons maintenant ce qu'un pays peut faire quand il a l'arme nucléaire et des quantités d'armes conventionnelles. Un mouvement antimilitariste global est très important mais ce sera possible seulement si la Russie perd la guerre, parce que sinon, il y aura une nouvelle course à l'armement. Si tu es un activiste antimilitariste, tu dois aussi être contre les guerres que mène la Russie. Je ne suis pas très optimiste à propos de la société ukrainienne et à quoi ça ressemblera après la guerre, il y a beaucoup de haine ici, le nationalisme va se normaliser, malheureusement. Mais maintenant, tout est préférable à l'occupation russe parce que la Russie est presque un État fasciste pour moi et si on la compare à l'Ukraine avant la guerre... L'Ukraine était un État bien plus démocratique, avec tous ses problèmes certes, mais quand des personnes du Bélarus ou de Russie venaient en Ukraine elles disaient: «*Waouh, c'est possible? Vous pouvez faire ça?*». (...)

Marie et Nolig: Connais-tu des activistes russes qui vivent encore en Russie aujourd'hui?

Oui bien sûr, je suis en contact avec ces personnes et c'est très dur pour elles. C'est très dur de croire ce qui se passe ici, parce que toutes les chaînes d'informations sont contrôlées, elles reçoivent des informations par les chaînes Telegram. Mais quand elles voient les informations officielles ukrainiennes sur Boutcha, et celles de l'Ouest, elles ne croient plus en rien alors elles nous demandent «*pouvez-vous nous dire si c'est vrai ce qui se passe? Parce que je n'arrive pas à y croire. Je suis totalement contre Poutine et notre gouvernement, mais je n'arrive pas à croire que des soldats russes aient pu faire ça*». C'est très dur pour elles, d'accepter cette réalité.

Mais elles ont confiance en vous?

Oui, je leur ai dit que j'étais allé là-bas (à Boutcha), que j'avais vu de mes propres yeux. Ce n'est pas juste une personne, j'ai parlé avec au moins deux personnes de Russie qui n'y croyaient pas. Pour moi c'est difficile d'accepter ça, alors que ce sont des personnes critiques.

Ce qui est certain par contre c'est que si le pays est annexé à la Russie, je préfère l'exil.

Tiré de Blog «*Ici Transcarpatie*»

1. Voir encadré.

2. Vladimir est impliqué dans la lutte «Free Svydovets» pour la protection du massif de Svydovets contre la construction d'une station de ski: <<https://freesvydovets.org/fr/>>.

3. *Zeelandia* est une entreprise qui vend des mélanges de farine pour les boulangeries industrielles.

4. <<https://asap-rescue.com/en/>>.

sont battus et sont revenus en héros. Puis ils ont mené des projets politiques.

Le bataillon Aydar, par exemple, était très populaire en 2014, mais il n'existe plus. Le Secteur droit (*Pravy Sektor*) était au front en 2014, et il l'est encore aujourd'hui, mais maintenant il n'est plus qu'un parmi tant d'autres. Personne ne parle beaucoup du Secteur droit maintenant.

Nous entendons beaucoup parler du bataillon Azov, à cause de Marioupol. Que pensez-vous d'eux?

C'est une question complexe. À la base, Azov³ est une structure, ou plutôt un mouvement large. Le bataillon Azov a été créé en 2014 par des organisations nazies et des hooligans de droite. Dans un premier temps, le noyau dur de l'organisation était clairement composé de nationaux-socialistes. Iels ont commencé à être connus en Europe, on a commencé à en parler, à en faire la publicité. Mais iels se sont scindés en différentes ailes. Le noyau original d'extrême droite du bataillon Azov a créé un parti politique appelé Corps National⁴ et il y a eu une aile paramilitaire, les *National Vigilant*, renommée ensuite Centurie. Le régiment Azov a ensuite été intégré à la garde nationale.

En 2016, la plupart des bataillons de volontaires ont été intégrés à l'armée ukrainienne, ils ont perdu leur indépendance et ont été déplacés de la ligne de front. De ce que je sais, avant que l'invasion russe ne commence, il n'y avait plus que deux bataillons de volontaires: Azov et Secteur droit. Mais même eux avaient plus ou moins été déplacés du front, parfois ils rejoignaient des opérations militaires, sinon ils étaient dans leur base. Au vu de leur popularité et de leurs compétences militaires, beaucoup de gens les ont rejoints. La proportion de membres d'extrême droite dans le régiment a donc diminué. Le mouvement Azov a aussi une autre petite organisation d'extrême droite autonome mais coordonnée avec Corps National. Cette petite organisation a aussi créé son propre détachement de défense territoriale, comme les anarchistes. Les liens entre Corps National et le régiment Azov sont plus faibles, les dernières années. Il n'y a pas de déclaration politique de la part du régiment, seulement du parti. Bien sûr, ils gardent ce background politique mais ce n'est pas l'échelle dont parle

Et, c'est un autre point, mais ne penses-tu pas que l'État, considérant vos groupes mais aussi les groupes contestataires d'extrême droite comme étant des menaces potentielles, pourrait profiter de la situation pour envoyer tout le monde au casse-pipe?

Je ne crois pas, je crois que l'État ne s'occupe pas maintenant de qui répond de quelle idéologie, il a autre chose à faire. Parfois, le commandement d'une unité pourrait dire «*ah s'il vous plaît, nous n'avons pas besoin de politique ici*», mais en réalité, à plus large échelle, iels s'en fichent de qui répond de quelle idéologie, la plupart ne comprennent même pas les différences. Peut-être que les services secrets savent, mais iels ne sont pas si bons là-dedans non plus. Iels ont bien sûr des spécialistes, mais là ce n'est pas important pour eux. Je ne pense pas qu'iels pourraient dire à tel officier militaire d'envoyer telle unité à Marioupol par exemple.

L'extrême droite est un bien plus gros problème pour le gouvernement ukrainien que l'extrême gauche. Mais je n'ai entendu aucun exemple de personnes envoyées délibérément au casse-pipe à cause de leurs idées. La guerre en 2014 était bien plus politisée parce que le rôle des bataillons de volontaires était plus important, l'armée était faible et les bataillons nationalistes volontaires étaient de véritables héros parce qu'ils venaient de Maïdan. Ils se



Photo: Oleksandr Glyadyelov

la propagande russe. Je dirais que le régiment Azov à Marioupol est moins radical que le bataillon de défense territoriale créé par des activistes d'extrême droite du *National Corps* et de petits groupes membres du mouvement Azov à Kyiv et dans d'autres villes. Mais bien sûr, iels comprennent qu'il y a des attaques sur leur rhétorique. Poutine a dit qu'iels étaient des nazis, iels répondent «*nous ne sommes pas des nazis, mais des patriotes*». Je pense que dans le régiment Azov, à Marioupol, c'est plus proche de la réalité parce que le nombre de nazis/ extrême droite dedans est plus petit. Je pense qu'une des raisons pour lesquelles le régiment Azov se bat jusqu'au bout, c'est que ses combattant·es savent qu'iels seront liquidé·es par l'armée russe s'iels sont pris·es, parce qu'iels représentent le diable pour les Russes. Ils ne feront pas de prisonnier·es.

Avant la guerre, c'était mon sujet principal, de parler de l'extrême droite. Les violations des droits humains commises par l'extrême droite, c'est un vrai problème! Mais en même temps,

c'est incomparable à l'échelle de la guerre. Nous avons eu cent quatre-vingt faits de violence et confrontations par l'extrême droite l'année dernière, ce nombre n'inclut pas seulement les attaques sur les personnes mais aussi sur les propriétés, des événements, etc. Il n'y a eu aucun mort. L'échelle de gravité est incomparable. (...)

Je ne pense pas que ce soit une bonne stratégie de nier l'existence de l'extrême droite ici mais il faut montrer les vraies échelles. Et les vraies échelles ne sont pas comparables à celles des Russes.

Tiré de Blog «*Ici Transcarpatie*»

1. <https://operation-solidarity.org/about/>
2. Vous pouvez écouter Marie et Nelig sur radiozinzine.org dans «*Sur la route en Ukraine*» <<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=6997>>.
3. Le mouvement Azov est une galaxie d'organisations liées à l'histoire du bataillon Azov. On y trouve notamment *Corps National* (branche politique du mouvement), la Milice nationale (organisation paramilitaire distincte du bataillon Azov), le Corps civil Azov (organisation activiste non-militaire de vétérans du bataillon), Centurie (organisation paramilitaire).
4. <https://fr.wikipedia.org/wiki/Corps_national>.

RUSSIE/UKRAINE

Appel à décoloniser la Fédération de Russie

Cet appel a été rédigé à la mi-mars par des militant·es décoloniaux et des représentant·es des peuples autochtones de la Fédération de Russie (FR). Ce travail est anonyme en raison des risques qu'il fait courir à ses participant·es.

Le 24 février 2022, Poutine, avec le soutien de Loukachenko, lançait une attaque à grande échelle contre l'Ukraine. Cette guerre avait commencé en 2014, lorsque la FR avait annexé la Crimée et créé les républiques «populaires» du Donetsk et de Louhansk. La Russie s'est déjà livrée à des saisies similaires de territoires d'États indépendants, créant et soutenant des mouvements séparatistes dans d'autres États afin de les rendre *de facto* dépendants d'elle-même, comme cela s'est produit en Transnistrie et en Abkhazie.

Dans le même temps, les mouvements d'autodétermination sur leur propre territoire ont été sévèrement réprimés, comme c'est le cas de la République tchétchène. Les actions d'aujourd'hui sont présentées par Poutine comme la dénazification et la démilitarisation de l'Ukraine afin de «*sauver les Russes*». Nous assistons à des massacres de civils, à des bombardements de bâtiments civils et à une déformation totale de la réalité par la propagande, dans les médias contrôlés par le gouvernement.

La FR se compose de nombreux peuples qui y ont été inclus pendant la colonisation. Cependant pour les Russes, insister sur leur droit à l'autodétermination peut signifier risquer une procédure pénale. L'expression publique d'une position anti-guerre a récemment eu les mêmes conséquences. Notre déclaration est donc anonyme et internationale. Le groupe de travail compte des participant·es d'Ukraine, du Bélarus, de Moldavie, d'Arménie, du Kirghi-

zistan, du Kazakhstan, d'Ouzbékistan et de régions de la FR actuelle, notamment du Tatars-tan, du Bashkortostan, de la Bouriatie, de la République de Sakha, de Kalmoukie, d'Oudmourtie et de Mari El. Dans nos revendications, nous nous appuyons sur les appels existants de représentant·es des peuples indigènes¹ de Russie, qui se sont distanciés des structures étatiques et ont déclaré leur refus de la guerre².

Nous accusons Poutine de soutenir et d'inciter au conflit, de mener des guerres, d'annexer les territoires d'autres États et de gouverner le pays de manière répressive. Cependant, nous ne pensons pas que le seul renversement de son pouvoir entraînera de réels changements en Russie. Le régime totalitaire patriarcal-oligarchique construit par Poutine ne s'effondrera pas avec son départ. Il faut déconstruire et réorganiser tout le système étatique.

Nous croyons que tous les peuples ont des droits égaux à l'autodétermination et à la pleine indépendance. Nous exigeons que les populations retrouvent le droit de disposer de leurs terres, de parler leur propre langue, de créer leur propre histoire et culture. Nous appelons les peuples du monde entier à soutenir ceux de Russie dans leur quête de désidentification avec le centre. Nous exigeons la destruction pacifique de l'empire.

Nous exigeons l'autonomie régionale dans la prise de décision et l'auto-gouvernance locale au lieu d'un appareil de pouvoir vertical et centré sur la répression. Dans ces condi-

tions, toute personne devrait avoir le droit de participer à la vie politique de la région dans laquelle elle vit. Les nouvelles autonomies doivent être formées selon des lignes territoriales et non reproduire ou créer des hiérarchies fondées sur la «race», la religion ou l'origine. Nous n'avons pas besoin d'une politique d'exclusion et d'extermination. Nous avons besoin d'inclusion et d'une acceptation radicale de la diversité. Dans les conditions des nouvelles autonomies, la législation moderne sur les migrations, qui est utilisée comme un autre moyen de répression, doit être révisée. Les gens devraient pouvoir changer librement de lieu de résidence.

Nous n'avons pas besoin de production et de surproduction lorsque les besoins fondamentaux de la majeure partie de la population mondiale ne sont pas couverts. La croissance économique et les opportunités de gagner des millions sont les privilèges de quelques-un·es qui ont déjà un pouvoir illimité. Nous avons besoin de paix et de la satisfaction des besoins fondamentaux de chaque être humain. Nous avons besoin de soins de base inconditionnels, et non d'un budget policier et militaire surdimensionné et utilisé pour des agressions internes et externes.

La guerre en Ukraine a une fois de plus confirmé la dépendance de l'économie et de la politique mondiale vis-à-vis des ressources naturelles non renouvelables, qui sont sous le contrôle de plusieurs États puissants. L'«Occident» ne prend pas suffisamment de mesures pour mettre fin à la guerre en raison de sa dépendance au gaz russe. Cette situation met non seulement le monde en danger, mais peut également conduire à un écocide mondial. Les peuples autochtones sont les premiers à souffrir de l'exploitation des ressources naturelles non renouvelables et de la crise climatique. Les entreprises connaissent les conséquences de leurs activités mais, guidées par le profit, elles ne prennent pas de mesures pour changer. Nous exigeons une transition vers les énergies renouvelables et le retour aux populations du droit de disposer des ressources sur leur territoire. À l'heure actuelle, comme auparavant, la Russie utilise des représentant·es des peuples autochtones pour mener ses guerres coloniales. Les ressources nécessaires pour mener ces guerres proviennent également de leurs terres et de leur travail. Nous devons mettre un terme à cela. Nous exhortons tout le monde à ne pas s'arrêter aux appels au départ de Poutine et à la fin de la guerre, mais à exiger une décolonisation radicale de la Fédération de Russie et à accorder aux sujets individuels le droit de créer leur propre avenir.

1. Selon la définition du Groupe de travail international sur les affaires autochtones (IWGIA), les peuples autochtones se trouvent à la périphérie de la création des États contemporains et qui s'identifient comme peuples autochtones. Ils sont associés à certains territoires où leur histoire peut être retracée. Ils partagent une ou plusieurs caractéristiques suivantes: ils parlent une langue autre que celle du ou des groupes dominants; il y a une discrimination à leur encontre dans le système politique; ils sont discriminés dans le système judiciaire; leur culture est différente de celle du reste de la société; ils diffèrent souvent de la société dans leurs pratiques, étant des chasseur-euses et des cueilleur-euses, des nomades, des berger-es ou des agriculteur/trices sur brûlis; ils se voient et sont perçus par les autres comme différents du reste de la population.

2. Déclaration du Comité international des peuples autochtones de Russie: <https://polarconnection.org/international-committee-of-indigenous-peoples-of-russia/> et «*Ce n'est pas notre guerre*»: Appel du mouvement démocratique bouriate; *Bouriates contre la guerre*.

Frontex et violations des droits fondamentaux

Le Conseil fédéral devra rendre des comptes! Le comité référendaire genevois No Frontex a pris note avec déception du résultat du vote d'aujourd'hui. Mais il n'est pas surpris. En faisant croire à la population que la votation portait sur une acceptation ou un refus de l'Europe de Schengen, le Conseil fédéral a réussi à faire peur à une majorité de nos concitoyen·nes, y compris chez des personnes soucieuses du respect des droits fondamentaux et qui n'ont glissé qu'un «oui» dit «pragmatique» ou «de raison» dans l'urne. Mais le débat n'est pas clos.

Le Conseil fédéral a pris un engagement dans cette campagne en affirmant que le «Oui» permettra d'améliorer «de l'intérieur» le respect des droits fondamentaux par l'agence européenne du corps des garde-côtes et garde-frontières. Ce faisant, il reconnaît la coresponsabilité de la Suisse dans les pratiques de Frontex: la mort de plusieurs dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants aux frontières extérieures de l'Europe, les refoulements illégaux de personnes à protéger, l'absence de contrôle véritablement indépendant du respect des droits humains et l'opacité de la plus grosse agence de l'Union européenne ont été mis en lumière.

Tel est le mérite de la campagne référendaire lancée par un petit collectif de personnes migrantes et de citoyen·nes solidaires et engagé·es: avoir fait des agissements de Frontex un débat de politique suisse. Les actes commis aux frontières extérieures de l'Europe le sont aussi au nom de la Suisse et les autorités fédérales devront désormais rendre des comptes. L'attention ne faiblira pas. L'opposition démocratique non plus.

Frontex, complice de violences et de morts

Les révélations de ces dernières semaines ont souligné ce que l'on sait depuis longtemps: Frontex ne sauve pas, mais est complice de la violence aux frontières extérieures de l'Europe. Frontex ne dispose pas de navires de sauvetage

en mer Méditerranée, mais observe depuis les airs comment les gens se noient. Dans d'autres cas, les bateaux qui coulent sont signalés aux soi-disant garde-côtes libyens, qui ramènent de force les personnes en fuite en Libye. La structure Frontex ne renforce pas les droits humains, mais considère les personnes migrantes comme un danger et mène une guerre violente à leur rencontre. Différentes recherches dans les médias prouvent que Frontex est impliquée dans des pushbacks et les dissimule sciemment. Les plaintes juridiques contre Frontex se multiplient, le Parlement européen a voté contre la décharge du budget de Frontex. Le 29 avril, le chef de Frontex, Fabrice Leggeri, a démissionné.

Les partisan·es de Frontex continuent de prétendre que l'agence peut être améliorée. C'est faux: les violations systématiques des droits humains continueront en raison de sa mission de fermeture des frontières européennes.

Cloisonner les frontières pour renforcer les réseaux criminels

Or, la migration est un fait, pas une menace. Les gens continueront à quitter leur pays et à chercher refuge et sécurité en Europe. En cloisonnant les frontières, en érigeant des murs, les autorités européennes – et la Suisse, membre de Frontex depuis 2011 – font le jeu d'États autoritaires, renforcent les réseaux criminels de passeurs,

Extension de Frontex acceptée en votation populaire

Le 15 mai, les citoyen·nes suisses ont voté sur l'extension de la participation suisse à l'agence européenne Frontex. La participation de 40% était très faible et une majorité écrasante de 71.5% s'est prononcée en faveur de la complicité avec la militarisation continue de la politique de la forteresse Europe. Vous trouverez ci-dessous le communiqué de presse du comité référendaire genevois.

Malgré le résultat, la campagne a été un succès puisqu'elle a réussi à faire connaître à un large public l'existence de Frontex et son fonctionnement catastrophique. Le résultat ne peut par ailleurs pas du tout être considéré comme un chèque en blanc pour Frontex. Jusqu'au sein des milieux bourgeois, y compris du Conseil fédéral, il a fallu admettre que l'agence présentait des lacunes considérables en termes de mécanismes de contrôle, de transparence et surtout de respect des droits humains.

Claude Braun
FCE - Suisse

alimentent l'industrie de l'armement. Au lieu de protéger des hommes, femmes et enfants, elles les rendent plus vulnérables. Combien de femmes et d'hommes ont été abusé·es sexuellement, voire victimes de traite d'êtres humains durant leur parcours, de par l'absence de voie légale sûre d'accès à une protection internationale?

Cette politique sape les valeurs de démocratie et de respect des droits humains que revendiquent l'Europe et la Suisse. Au lieu de dépenser des millions à faire la guerre aux personnes en exil, l'Europe ferait mieux d'investir dans le sauvetage et une politique d'accueil digne.

Le référendum No Frontex: indispensable pour dénoncer les violences

Le comité genevois du référendum contre Frontex tient ici à saluer les activistes et les organisations de base qui se sont formé·es autour du Migrant Solidarity Network. Ceux-ci ont lancé seuls le référendum et l'ont porté jusqu'au bout. Beaucoup des militant·es concerné·es n'ont même pas le droit de vote. Iels ont montré qu'iels ont leur place dans ce pays et que leur voix doit être écoutée.

Le comité genevois regrette aussi le refus des grandes organisations nationales telles que l'Organisation suisse d'aide aux réfugié·es et Amnesty suisse de soutenir le référendum. En laissant la liberté de vote, iels ont légitimé les voix des partisan·es du oui. Alors qu'un non le 15 mai aurait permis de reprendre les débats au Parlement suisse et de renforcer les voix progressistes européennes qui se battent à Bruxelles contre la politique actuelle de fermeture des frontières.

Le comité genevois, composé de tous les partis de gauche, des syndicats, de la plupart des organisations de défense des droits des personnes migrantes, est fier d'avoir pu soutenir et participer à cette campagne, qui ne s'arrêtera pas le 15 mai!

Pour le comité référendaire
genevois NO FRONTEx:
Sophie Malka, Florio Togni
Aude Martenot et Tobia Schnebli

15.05.2022



abstrait, Menno Groenmen